

# Pour une Europe de l'égalité des droits

samedi 30 mai 2009, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 28 mai 2009).

**La construction européenne, orchestrée hors de tout contrôle par une minorité dans le but de satisfaire les plus puissants, n'a rien à voir avec ce que le NPA défend.**

Les principaux partis politiques - UMP, PS, Modem, Verts - partagent un soutien inconditionnel à l'Union européenne et aux différents traités qui l'ont constituée. Ils s'évertuent à la présenter comme un havre de paix, de démocratie et de protection, dans un univers dangereux et violent.

Cette rhétorique leur permet d'occulter une caractéristique pour le moins gênante de la « construction européenne » à laquelle ils ont tous contribué : l'absence totale de démocratie et d'implication des populations concernées. Depuis 50 ans, « leur » Europe a été le domaine réservé d'une petite élite, qui a tout décidé sans l'assentiment des peuples, voire contre leur volonté. Quand le peuple danois a voté « non », il a dû voter jusqu'à ce que la réponse satisfasse les maîtres de l'Europe. Lorsque, en 2005, les peuples français et hollandais ont rejeté massivement le traité constitutionnel européen, les gouvernements ont décidé de ne pas en tenir compte et de faire adopter par des Parlements conquis d'avance le traité de Lisbonne. Quant au peuple irlandais, le seul à avoir eu le droit de donner son avis, lui aussi devra revoter jusqu'à ce qu'il se soumette...

Pourquoi un tel viol permanent de la démocratie et de la souveraineté populaire ? Leur Europe est bien loin de l'image idyllique qu'ils veulent en donner : construite dans l'intérêt des classes dominantes, des groupes multinationaux, des banquiers et des actionnaires, elle est fondée sur la recherche du profit privé et l'accroissement des inégalités. A l'inverse, le NPA et les anticapitalistes européens tracent la perspective d'une Europe démocratique, de la fin des discriminations et de l'égalité des droits.

## **Femmes, le droit de choisir**

La législation concernant l'avortement est très inégale en Europe. Il est toujours pénalisé en Irlande, en Pologne et à Malte et très limité en Italie et au Portugal. Depuis la mobilisation contre le traité constitutionnel européen (TCE), plusieurs pays ont révisé ou révisent leur législation : l'Italie remet en cause le droit à l'avortement, tandis que le Portugal a dépénalisé l'avortement et qu'en Espagne, un avant-projet de loi de légalisation de l'avortement vient d'être déposé. Le NPA exige le droit à l'avortement et à la contraception libres et gratuits dans toute l'Union européenne. Concernant les violences faites aux femmes, il y a urgence : en France, trois femmes meurent par semaine sous les coups de leur conjoint ou de leur ex-conjoint. Partout en Europe, c'est le même constat, les violences faites aux femmes ne sont pas réellement prises en compte. Nous voulons une loi-cadre européenne contre les violences sexistes dans toutes leurs dimensions : prévention, sanction, accueil et accompagnement des victimes, protection des victimes, garantie de leur revenu et de leur droit au séjour, accès au logement.

## **Pour l'égalité hommes-femmes**

Le rattrapage salarial pour les femmes est une nécessité, les inégalités de salaire entre hommes et femmes persistant. La tolérance envers ces inégalités n'a que trop duré. La loi établissant l'égalité

salariale entre hommes et femmes figurait déjà dans le Traité de Rome de 1957 instaurant la Communauté européenne. 50 ans plus tard, ces inégalités sont encore de 20 à 35% selon les pays. Une part de cet écart salarial relève de la pure discrimination.

Le NPA exige l'égalité salariale, tout de suite, en exigeant un rattrapage des salaires des femmes, seul à même de résorber les inégalités. L'instauration d'un salaire minimum européen serait particulièrement bénéfique pour les femmes qui, partout, sont majoritaires parmi les plus bas salaires. Ce Smic européen peut être formulé en tenant compte des différences de niveau de vie et pouvoir d'achat de chaque pays, en relation avec le PIB par habitant.

Par ailleurs, la division sexiste des tâches fait reposer sur les femmes l'éducation et la garde des enfants, ainsi que la prise en charge des personnes âgées. Les services publics, dans ces domaines, sont remis en cause par les politiques de l'Union européenne en les soumettant à « la concurrence libre et non faussée ».

Nous exigeons le développement des services publics de la petite enfance et de soins aux personnes âgées et dépendantes.

Nous exigeons aussi un statut autonome pour les femmes immigrées et le droit d'asile politique pour les victimes de persécutions sexistes ; l'attribution de droits propres en remplacement des droits liés au statut « matrimonial » pour l'accès à la protection sociale ; la représentation égalitaire dans les fonctions élues et dans les instances décisionnelles ; la séparation totale des structures religieuses et des États.

## **Contre l'homophobie**

27 ans après la dépénalisation de l'homosexualité, le combat pour l'égalité est toujours à l'ordre du jour. Même si homophobie et la transphobie sont, en règle générale, reconnues comme des discriminations dans les différents pays de l'UE, se découvrir lesbienne, gay, bi, trans ou intersexe (LGBTI), demeure une épreuve souvent douloureuse.

Le NPA revendique l'égalité totale des droits entre homos et hétéros : égalité des droits attachés aux différents statuts fiscaux (mariage, pacs, concubinage, célibat) ; adoption d'une directive-cadre sur le mariage, la filiation, la procréation médicalement assistée ; le droit à disposer de son corps et la facilitation du changement d'état civil.

Le NPA propose également une prise en charge publique dynamique de la lutte contre les discriminations, notamment dans le cadre de l'institution scolaire ainsi que la création et le financement public de structures d'accueil, d'écoute et d'assistance pour les victimes de préjugés envers les lesbiennes, homosexuels, les bisexuels, les transsexuels et les intersexes, structures impliquant les associations LGBTI dans leur animation.

## **Des droits pour les handicapés**

L'Union européenne compte près de 40 millions de personnes en situation de handicap (15% de la population). Beaucoup d'entre elles vivent dans la misère, sous le seuil de pauvreté ou ne survivent que grâce aux solidarités familiales. L'UE vote des directives contre les discriminations... mais, en même temps, elle les vide de tout contenu concret, du fait des restrictions touchant les services publics et la protection sociale.

Le NPA défend les droits fondamentaux des handicapés, en France et en Europe : droit au travail et suppression des ghettos pour travailleurs handicapés, par leur intégration dans les collectifs de travail ordinaires ; droit à un revenu décent au moins égal au Smic ; droit à l'éducation pour tous les

enfants (c'est à l'école de s'adapter !) ; droit à la santé grâce à la gratuité des soins ; financement public et mise en œuvre d'une politique d'accessibilité des transports, des bâtiments, des lieux de travail.

## **Des papiers pour tous**

L'Union européenne est une véritable forteresse, hostile à l'immigration. Partout, à la fois au niveau européen et dans chaque pays, les lois anti-immigrés sont durcies au nom de la « gestion concertée des flux migratoire », qui ne vise pas réellement à limiter l'immigration mais plutôt à transformer les immigrés en immigrés clandestins, plus facilement exploitables par les capitalistes européens. Parmi les mesures extrêmes qui découlent de cette politique, il y a un an, le Parlement européen a adopté la « directive de la honte », qui permet désormais de garder les sans-papiers en centre de rétention pendant dix-huit mois !

A l'opposé de cette Europe de la fermeture, du racisme et de la xénophobie d'Etat, le NPA défend le principe de la régularisation de tous les sans-papiers, l'arrêt des rafles et la fermeture des camps de rétention, la liberté de circulation et la fin du contrôle de l'immigration, le droit de vote des immigrés à toutes les élections et, plus généralement, l'égalité des droits.

## **Un avenir pour les jeunes**

Les jeunes sont touchés encore plus violemment par les conséquences de la crise, qu'il s'agisse du chômage - le chômage des jeunes atteint 15% dans l'UE et 19% en France - de la précarité et des bas salaires (les salaires des jeunes sont, en moyenne, inférieurs de 40% à ceux des salariés plus âgés). De plus, ils n'ont pas accès aux minima sociaux. Résultat : en France, 100000 jeunes vivent en dessous du seuil de pauvreté ; en Grèce, il y a quelques mois, la « génération 700 euros » est entrée massivement en résistance, lors d'un soulèvement historique.

Face à cette situation, qui met en accusation un système incapable d'offrir un avenir à la jeunesse, le NPA revendique le CDI (contrat à durée indéterminée) pour tous et toutes (y compris les jeunes), une augmentation de 300 euros de tous les revenus et aucun salaire mensuel inférieur à 1500 euros net, une allocation d'autonomie (à hauteur du Smic) pour tous les jeunes, afin qu'ils puissent étudier, se former, prendre leur autonomie.

## **Une Europe des libertés**

Depuis le 11 septembre 2001, l'UE et l'ensemble des pays européens ont multiplié les mesures sécuritaires et répressives, sous prétexte de lutter contre le terrorisme. En particulier, le « mandat d'arrêt européen » se substitue aux accords d'extradition entre Etats et facilite la chasse aux opposants politiques, sans possibilité de recours et respect des droits de la défense. Plus généralement, suivant fidèlement la politique des Etats-Unis, y compris en collaborant avec les activités illégales de la CIA, l'UE a adopté toute une série de dispositions visant à criminaliser les mouvements de résistance et les mouvements sociaux.

Contre cette Europe des flics et de la répression, le NPA revendique l'abrogation du mandat d'arrêt européen et la restauration des libertés publiques et individuelles.

---

## **P.-S.**

\* Paru dans « Tout est à nous » n° 10, 28 mai 2009.